

[Texte]

The Chairman: I will come back to Mr. Boudria on the first round, and we can get into this whole question.

Mr. Boudria: All right.

The Chairman: Are you going to stay for the whole meeting?

Mr. Desautels: Oh, yes.

The Chairman: Good. We have with us this morning Mr. Douglas Lindores,

vice-président principal de l'Agence canadienne de développement international. Monsieur Lindores, voulez-vous nous présenter vos adjoints? Soit dit en passant, bienvenue au Comité.

Mr. Douglas Lindores (Senior Vice-President, Canadian International Development Agency): Thank you very much, Mr. Chairman. It is a pleasure to be here, I think.

The Chairman: I am sure.

Mr. Lindores: Let me introduce Mr. Steve Dixon, who is our Vice-President, Finance and Corporate Information. Mr. Dixon has been with us for seven months so this is his baptism of fire going through the agency process. Mr. John Redmond is our Director of Contracts within the agency and has a long history in the financial management side of the organization. Mr. Bob Lavoie is the Deputy Director of Procurement in CIDA.

Mr. Chairman, I was delighted to hear the Auditor General refer in his introductory statement to a more business-like approach by CIDA. That raises all kinds of interesting questions as to whether the Canadian International Development Agency can or should be run as a business or not. But let me enter into my statement by indicating that we have in fact perhaps been neglected by this committee over the years since we have not appeared here since 1985. During that period a great deal has happened both in the world around us and in our own organization.

I would certainly like to acknowledge at the outset the value that we attach to the work of the Auditor General as he and his staff continue to challenge us to reflect on our operations and how to continue to make improvements.

I have considerable empathy for the problems of the Auditor General's staff who must try to stay abreast of the extraordinary developments in the field in which we operate. This is a major and full-time challenge for those of us who devote our entire careers to this area; it must be extraordinarily difficult for those who bring a different set of skills to the organization.

What that sentence is intended quite frankly to raise, Mr. Chairman, is the difficulty of an auditing process which gets too far along into questioning value judgments and decisions about ultimate program impact in our areas. Despite our appreciation for this work, we generally, therefore, find ourselves increasingly with differing views on a number of the observations that have been made. It is becoming difficult for us to simply follow the past practice that we have had and which seems to be largely tradition in government circles of saying we agree to the observations and recommendations of the Auditor General.

[Traduction]

Le président: Je vais donner la parole à M. Boudria lors de la première ronde de questions, pour que nous puissions débattre de toute cette question.

M. Boudria: Très bien.

Le président: Allez-vous rester jusqu'à la fin de la réunion?

M. Desautels: Oui.

Le président: Bien. Notre témoin ce matin est M. Douglas Lindores,

Senior Vice-President of the Canadian International Development Agency. Mr. Lindores, would you introduce your colleagues? By the way, welcome to the committee.

M. Douglas Lindores (vice-président principal, Agence canadienne de développement international): Merci beaucoup, monsieur le président. C'est, je crois, un plaisir pour nous d'être ici.

Le président: Sûrement.

M. Lindores: Permettez-moi de vous présenter M. Steve Dixon, notre vice-président, Finances et Système d'information. M. Dixon fait partie de notre équipe depuis sept mois, et c'est donc son baptême du feu aujourd'hui pour ce qui est du processus de l'agence. M. John Redmond est notre directeur des contrats et travaille depuis très longtemps dans le secteur de la gestion financière de l'ACDI. M. Bob Lavoie est sous-directeur des Approvisionnements à l'ACDI.

Monsieur le président, j'étais très heureux d'entendre le vérificateur général parler tout à l'heure d'une approche à l'ACDI qui s'apparente plus à celle de l'entreprise privée. Cela soulève beaucoup de questions intéressantes, à savoir si l'ACDI peut ou doit être administrée comme une entreprise. Permettez-moi de commencer mon exposé en signalant que nous avons peut-être été oubliés par ce comité au cours des années, car notre dernière comparution remonte à 1985. Beaucoup d'événements se sont produits dans le monde depuis lors, et notre agence a aussi beaucoup évolué.

D'entrée de jeu, j'aimerais souligner que le travail du vérificateur général nous est très précieux, car lui et son personnel nous portent à réfléchir sur nos activités et à envisager des moyens de les améliorer.

J'ai aussi beaucoup d'empathie pour les employés du vérificateur général, qui font face à des problèmes et qui doivent suivre l'évolution rapide du domaine du développement international. Le défi est de taille pour ceux d'entre nous qui consacrent leur vie professionnelle à ce domaine; la tâche doit donc être extrêmement difficile pour des personnes de l'extérieur.

Cette remarque vise, monsieur le président, à souligner les difficultés qu'un processus de vérification pose lorsqu'il va jusqu'à mettre en question des jugements de valeur et des décisions concernant l'impact des programmes en place. En dépit de la valeur que nous accordons au travail du vérificateur général, nous sommes de plus en plus souvent en désaccord avec certaines de ses observations. Il nous est devenu difficile de faire comme par le passé et, comme c'est traditionnellement le cas au gouvernement, de dire que nous sommes d'accord avec les observations et les recommandations du vérificateur général.